

Suivez #La REF24 en direct

Publié le 26 août 2024

Année après année, son succès ne s'est pas démenti ; nous vous invitons à rejoindre cette grande communauté, avec les mêmes ambitions : celles d'échanger, de s'interroger, de comprendre le monde en transitions, mais aussi de partager, de s'interpeller, de s'émouvoir tout cela dans un esprit de convivialité. Pour cette REF24, nous vous proposons un voyage prospectif au cœur du POUVOIR.

Suivez #La REF24 en direct

[Télécharger le discours d'ouverture de Patrick Martin au format PDF](#)

18h00 : Surprise olympique

17h15-18h00 : Séquence de clôture "*Le pouvoir de l'engagement, quand les patrons s'engagent*", avec Moussa Camara, Michel de Rosen, Nathalie Jaoui, Blandine Mulliez, Patrick Pouyanné, Pascale Sebillé, Samuel Tual, Philippe Varin et animé par Gilles Vermot Desroches

[>> Télécharger le manifeste au format PDF](#)

Samuel Tual : *"Les collaborateurs engagés sont plus performants, les entreprises engagées sont plus durables. Le pouvoir de l'engagement, c'est aussi une question d'efficacité dans l'action."*

Nathalie Jaoui : *"Quand on a une entreprise familiale, le but c'est de durer et de transmettre. L'entreprise doit aussi s'adapter."*

Blandine Mulliez : *"Notre volonté est de s'attaquer à l'inégalité entrepreneuriale partout où on la trouve. L'engagement est dans l'ADN de tout entrepreneur. Toute personne qui s'engage grandit."*

Moussa Camara : *"Une entreprise qui ne s'engage pas n'est pas une entreprise qui va durer. L'engagement est la meilleure force pour lutter contre les déterminismes."*

Michel de Rosen : *"Le mentorat contribue à l'égalité des chances. C'est l'écoute, le partage et c'est du gagnant-gagnant. Donner c'est grandir. Le mentorat est universel et ne connaît pas les barrières de classe, de genre, de race. Le mentorat ne ment pas, il est transparent comme un diamant. Le mentorat est un trésor."*

Pascale Sebillé : *"Pour moi, le moteur de l'engagement, c'est la passion pour faire réussir nos entreprises."*

Philippe Varin : *"Il n'y a pas de pays fort sans une économie forte, pas d'économie forte sans une industrie forte, pas d'industrie forte sans compétences solides."*

Patrick Pouyanné : *"Yes we can et c'est l'union qui fait la force."*

"Notre principal pouvoir est le pouvoir d'agir et les Français font de plus en plus confiance aux entreprises pour améliorer leur vie."

Gilles Vermot Desroches : *"L'engagement, c'est la responsabilité de l'entreprise."*

16h05-17h05 : Débat "Savoir, c'est pouvoir ?", avec Olivier Babeau, Charlotte Campanella, Paola Fabiani, Gaspard G, Pierre Louette et animé par Raphaëlle Duchemin

Gaspard G : *"Pour moi, pouvoir rime avec responsabilité."*

Paola Fabiani : *"Le pouvoir demain appartiendra à celui qui sait s'adapter et se remettre en question, et c'est aussi le pouvoir collectif et le pouvoir bienveillant."*

Olivier Babeau : *"Le futur du pouvoir est de permettre à chacun d'avoir une place active dans la société."*

Charlotte Campanella : *"Le pouvoir demain sera le pouvoir d'agir et de s'adapter."*

Pierre Louette : *"Le pouvoir qu'on ne souhaite pas, c'est une nouvelle oligarchie. Le pouvoir demain doit être plus partagé et plus reposer sur le charisme que sur l'autorité pure et dure."*

Gaspard G : *"Internet et les nouvelles manières de diffuser l'information ont permis à tous de pouvoir être émetteur."*

Pierre Louette : *"Ce n'est pas parce qu'on doit être rapide qu'on ne doit pas être éthique."*

"Chacun peut être émetteur, mais n'est pas forcément un média, car un média a une éthique."

Charlotte Campanella : *"Le savoir n'est pas de l'information ou de la connaissance, mais la capacité de comprendre le réel."*

Paola Fabiani : *"Celui qui a le pouvoir est celui qui a la data."*

Olivier Babeau : *"Aujourd'hui, ChatGPT est woke, mais demain il sera peut-être tout autre chose."*

"Sur les réseaux sociaux, 80 % des gens ne publient jamais, il y a donc une concentration de plus en plus forte du pouvoir."

"Depuis Internet, on a découvert des formes d'intérêt au partage des savoirs."

Gaspard G : *"Bien réguler, cela prend du temps, tout l'enjeu est de savoir être bon rapidement."*

"Dans le monde des réseaux sociaux, il y a de plus en plus de fédérations qui se mettent en place, leur but est de promouvoir la bonne manière de faire de l'influence."

Pierre Louette : *"Le management violent est ringard et contreproductif."*

"Il y a des choses que seules les femmes et les hommes sauront faire. L'intuition aussi reste l'apanage des humains."

Paola Fabiani : *"Le savoir, c'est aussi accepter que son savoir ne sert plus."*

Charlotte Campanella : *"Il faut repenser l'éducation, en décroissant."*

Olivier Babeau : *"Celui qui a le pouvoir, c'est aujourd'hui celui qui manipule le savoir."*

"La culture générale, ce n'est pas un stock, c'est un flux."

Paola Fabiani : *"La première qualité est la curiosité."*

"Aujourd'hui, les savoirs acquis seront périmés très rapidement, d'où toute la question de la formation tout au long de la vie."

Pierre Louette : *"Il faut trouver des endroits où on se rassemble, plutôt que des endroits où on se divise."*

"On ne va pas revenir en arrière. Internet et les réseaux ont tout de même fait progresser les choses, mais il faut réguler."

Gaspard G : *"Les jeunes ont invité leurs parents et leurs grands parents dans leurs nouvelles façons de consommer l'information."*

"J'essaye d'incarner une nouvelle forme d'information sur les plateformes."

Charlotte Campanella : *"Nous avons aussi un enjeu de compétences et de savoir-faire. En France, on est encore très orienté vers l'académisme, le théorique."*

Olivier Babeau : *"Internet a été une incroyable déception du point de vue du savoir. Cela a été en fait l'épiphanie des imbéciles !"*

"En quelques années, on est passé de la rareté du savoir à l'abondance, mais on a aussi développé les faux savoirs."

Paola Fabiani : *"L'IA démocratise plus que jamais le savoir."*

"Il faut éduquer à filtrer les informations."

"Il y a deux types de savoir, le savoir en tant qu'accumulation de connaissances et le savoir en tant qu'esprit critique."

Pierre Louette : *"Débattre, c'est arrêter de se battre et échanger."*

"La grande question est celle de l'éducation aux médias."

Gaspard G : *"Il y a une responsabilité des médias et des grandes écoles d'accompagner cette nouvelle diffusion des savoirs."*

Pierre Louette : *"Aujourd'hui, on est dans une grande horizontalité. On pourrait presque évoquer des contre-savoirs. Les réseaux sociaux ont cette grande capacité de propager cette horizontalité."*

"Entre savoir et pouvoir, on a deux notions bourrées d'incertitude;"

Charlotte Campanella : *"Aujourd'hui, la question est de savoir comment on associe la réalité concrète à l'enseignement;"*

Olivier Babeau : *"Quand on fait des sciences, on distingue trois niveaux de connaissance, décrire, expliquer et comprendre."*

15h00-16h05 : Débat "Les contre-pouvoirs ont-ils encore du pouvoir ?", avec Cécile Duflot, Francois Hommeril, Jacques Creyssel, Robin Rivaton et animé par Rémi Godeau

Robin Rivaton : *"Il faut arrêter avec le miroir aux alouettes de la démocratie directe. L'Etat doit retrouver de l'autorité, aujourd'hui il parle beaucoup, mais fait assez peu."*

Jacques Creyssel : *"Le sujet est de faire en sorte qu'il y ait une confiance dans ce qui est décidé collectivement."*

Cécile Duflot : *"Il y a aussi une question de respect d'individu à individu. On peut écouter des gens avec qui on est en désaccord total."*

"Il faut accepter les désaccords, tant qu'on ne rentre pas dans les dogmes."

"Il y aurait tout à gagner à offrir aux parlementaires d'être plus libres dans la création de la loi."

François Hommeril : "Le pouvoir et l'autorité, cela n'a rien à voir ! Le problème aujourd'hui est que les décisions sont prises par des gens qui n'ont aucune autorité."

"Le modèle social est par essence culturel, il faut respecter cette dimension et travailler avec. Chacun son histoire et chacun sa culture."

Cécile Duflot : "Nous allons avoir un très grand travail d'adaptation au changement climatique et nous n'y arriverons que si tout le monde travaille ensemble;"

"La France n'a changé de République que dans des moments de très graves crises."

Robin Rivaton : "Par la crainte que l'Etat a des corps intermédiaires, on se retrouve à jouer des appareils de démocratie participative."

"Nos sociétés sont de plus en plus horizontales et on supporte de plus en plus mal l'autorité."

Jacques Creyssel : "Soit les gouvernements nous laissent négocier sur un sujet en espérant que nous allons échouer, soit ils font leur marché dans les accords conclus."

"En France, nous sommes trop dans des mondes séparés, dans des silos."

François Hommeril : "Les Français ont beaucoup plus confiance dans les syndicats que dans les politiques."

"Nous ne devons pas avoir une vision négative du rapport de force."

"Si on fait confiance aux gens, ils exercent leur responsabilité de façon correcte."

"Pour qu'une négociation soit équilibrée, il faut que le risque de la perdre soit à peu près équilibré entre les deux parties."

"L'entreprise est le meilleur endroit pour définir le dialogue social, pour rappeler qu'aucune vérité n'est meilleure qu'une autre."

Cécile Duflot : "En ne se confrontant pas à la discussion, on s'empêche d'écouter de bonnes idées;"

"Si les lieux de dialogue font face à un pouvoir qui refuse l'échange, on aboutit à la violence."

"On est un corps collectif pour lequel la paix civile est la condition pour que tout se passe bien, d'où l'importance du dialogue."

"C'est très confortable d'être des opposants à tout."

"La question est de savoir comment le pouvoir accepte le dialogue..."

"On est à la fois pouvoir et contre-pouvoir, selon les moments."

Jacques Creyssel : "Les meilleurs exemples sont ceux où pouvoir et contre-pouvoir ont travaillé ensemble."

"Depuis une vingtaine d'années, on voit une vraie volonté en France de remettre en cause les pouvoirs des corps intermédiaires. C'est une incommensurable bêtise."

"Il faut distinguer les contre-pouvoirs institutionnels, les contre-pouvoirs représentatifs et les autres."

François Hommeril : "Les partenaires sociaux ont été petit à petit mis sur le côté par le pouvoir politique, qui reprend de plus en plus d'espace sur les pouvoirs qu'il avait délégués aux partenaires sociaux."

"Dans l'entreprise, il y a un pouvoir exorbitant, c'est le pouvoir actionnarial et il n'est soumis à aucune limitation."

"L'entreprise en tant que telle n'est pas une démocratie et n'a pas vocation à le devenir. Mais le pouvoir de direction est soumis à une forme de régulations."

Robin Rivaton : *"La question est de savoir à quel moment les contre-pouvoirs nuisent à l'intérêt général."*

"Aujourd'hui, les contre-pouvoirs n'ont pris énormément de pouvoir."

"Quand on exerce le contre-pouvoir, on le fait avec la volonté de faire passer son idéologie."

Cécile Duflot : *"Sans dialogue, le contre-pouvoir est impuissant mais sans contestation il est inexistant."*

"Un contre-pouvoir par essence, cela dérange !"

"La société civile et les ONG ont un double rôle d'équilibre et de baromètre, donc d'alerte."

"Sans pouvoir, il n'y a pas de contre-pouvoir."

"Notre objectif est de défendre des valeurs et de faire bouger les choses."

"Une partie de nos organisation, les ONG a pris pour partie de conserver une liberté d'action."

14h30-15h00 : Conversation, avec Rodolphe Saadé et animé par Raphaëlle Duchemin

"Continuez à vous battre, peu importe les difficultés, il faut avoir envie."

"Je suis un entrepreneur fier de l'être et c'est ce qui compte pour moi."

"On s'adaptera "

"Bien sûr, il y a des problèmes, mais à tout problème, il y a une solution."

"Je crois beaucoup en la France, elle a un énorme potentiel !"

"Avec l'IA, nous sommes au début d'une grande aventure et il ne faut pas avoir peur d'investir dans ce domaine."

"Nous voulons aussi mettre à la disposition de nos lecteurs une information claire, juste et vérifiée."

"Je suis entrepreneur, je souhaite développer mon entreprise et c'est déjà pas mal."

"Quant au secteur des médias, je souhaite que nous puissions continuer à nous développer dans ce secteur."

"L'activité ferry est aussi très importante pour nous comme les avions cargo."

"Le transport maritime est extrêmement cyclique, il faut donc avoir le coeur bien accroché. La logistique est plus stable."

"Nous travaillons avec de nombreux clients qui nous demandent aussi de leur apporter des solutions logistiques."

"Nous avons essayé d'aider la filière du transport maritime à décarboner."

"Nous voulons être à carbone zéro en 2050, mais c'est un objectif très ambitieux, mais nous ferons tout notre possible pour y arriver."

"La croissance est au rendez-vous en 2024, elle est beaucoup plus forte que ce que l'on pensait."

"Dans notre secteur, pas de secret, il faut apprendre à s'adapter. Ce qui se passe en mer Rouge nous oblige à repenser la manière dont on transporte nos marchandises vers l'Asie."

"Nous avons investi 18 milliards pour ces nouveaux navires."

"Nous sommes numéro trois dans le transport maritime, mais nous avons l'ambition d'aller au-delà, en investissant dans de nouveaux navires propulsés par de nouvelles énergies."

"Rien ne nous empêche d'aller toujours plus loin, plus haut, mais tout dépend de la manière de le faire."

"Le pouvoir n'a de sens que si on a une responsabilité de faire."

"La REF, c'est un endroit où on se dit les choses, où on échange de façon ouverte."

12h25-13h20 : Débat "Le pouvoir du faux à l'assaut de la démocratie", avec David Colon, Christine Kelly, Asma Mhalla, Jacques Pommeraud, Eric Rochant et animé par Emmanuel Kessler

Christine Kelly : *"La solution est le discernement, c'est par l'éducation et l'argumentation qu'on peut avoir de discernement."*

Eric Rochant : *"Les conséquences des contre-vérités peuvent être énormes."*

Asma Mhalla : *"Il y a une hystérisation des réseaux sociaux."*

"Depuis le départ, on s'est intéressé à la fabrication des contenus, mais on ne s'intéresse jamais à la réception des contenus."

"Aujourd'hui, on se multi-informe et c'est beaucoup plus simple de s'attaquer à l'amont, alors qu'il faut aussi considérer l'aval."

David Colon : *"Le rythme de production du faux et sa portée ont considérablement augmenté."*

"La désinformation devient endémique et nous faisons face à une instabilité croissante de nos environnements informationnels."

"La solution n'est pas univoque, elle repose sur une mobilisation de tous."

Jacques Pommeraud : *"Comment faire pour se poser les bonnes questions ? C'est avant tout une question d'éducation."*

"Ce qui nous préoccupe aujourd'hui avec l'IA, ce sont les hallucinations, le risque du faux est aussi important pour les entreprises, rouage essentiel de la démocratie."

"La capacité à créer du faux est aujourd'hui à la portée de chacun."

"On est passé du "je pense donc je suis" à "je crois donc j'ai raison"."

Eric Rochant : *"La vérité est une contrainte, nous n'en voulons pas !"*

"La théorie du complot est celle qui va systématiquement dans le sens de vos souhaits ou de vos craintes."

"La vérité est considérée comme une fiction parmi d'autres."

"Cette subjectivité est la subjectivité de la meute."

"Les médias ne font que parler des réseaux sociaux et les politiques sont aliénés aux réseaux sociaux. Ceux qui savent parler la nouvelle langue des réseaux sociaux, ce sont les populistes."

"Les réseaux sociaux ont créé une nouvelle subjectivité, un nouveau rapport au réel."

"Savoir ce qui est vrai est une question très importante, mais qui n'intéresse plus personne. La vérité n'est pas donnée, elle est complexe, il faut faire des efforts pour aller la chercher et elle est souvent difficile à entendre. Donc, la vérité, on ne l'aime pas beaucoup, car elle ne va pas dans le sens de nos désirs."

Christine Kelly : *"Il faut avoir un certain recul pour ne pas aboyer avec les loups."*

"Lorsqu'on parle de fake news, il y a trois niveaux à examiner : erreur, fake news volontaire et, plus subtil, il y a la fake news qui dénonce de fausses informations qui ne le sont pas."

"A une époque, on n'avait pas le droit en France de citer Twitter ou Facebook à la télévision."

Asma Mhalla : *"Il y a aux Etats-Unis cet attachement à la liberté d'expression via le 1er amendement."*

"La posture des acteurs technologiques américains est toujours dans une ambivalence."

"Ce qui pose problème, c'est ce qui n'est pas directement condamnable, mais qui met le chaos."

"On est toujours sur une ligne de crête entre les lois anti-trusts et la protection de la liberté d'expression."

"Quoi de mieux que les réseaux sociaux pour mener la guerre de l'information."

David Colon : *"Nous sommes dans une période cruciale, celle de la guerre menée par les régimes autoritaires face aux régimes démocratiques, sur le plan de l'information."*

Asma Mhalla : *"Les réseaux sociaux sont des espaces publics. Dans l'affaire Durov, ce sont les libertariens proches de l'extrême droite qui s'insurgent."*

David Colon : *"L'affaire Pavel Durov est un exemple du rôle des réseaux sociaux dans la géopolitique mondiale."*

11h35-12h25 : Conversation "Où va l'économie européenne ?" avec Markus C. Kerber, Valérie Hayer, Fredrik Persson, Fabrice Le Saché et animé par David Barroux

Fabrice Le Saché : *"Tout part de la réalité des entreprises ! Le pacte vert, on ne l'a pas forcément choisi, mais des entreprises ont investi des milliards d'euros. On ne va pas leur dire, on ne va pas revenir en arrière."*

Markus C. Kerber : *"La Chine ne respecte pas le jeu, c'est évident, mais ce n'est pas à Madame Van der Leyen d'inventer un plan de riposte. Une politique de riposte adaptée mérite une prise en considération des intérêts nationaux."*

Valérie Hayer : *"On ne doit pas être les dindons de la farce du jeu mondial, nous devons être lucides, mais nous avons besoin de renforcer nos partenariats commerciaux."*

"On a besoin de développer le commerce international, c'est une évidence. Mais on a des partenaires qui ne respectent pas les règles du jeu, les Américains et les Chinois."

Fredrik Persson : *"Nous avons été un peu naïfs et nous devons retrouver un bon équilibre entre protection et croissance."*

"Il faut renouer avec la croissance."

"Le green deal doit être lié à une stratégie industrielle."

"Nous avons besoin d'une autonomie stratégique ouverte."

"L'Europe est 'a great place to be'."

"Maintenant, tout le monde parle de compétitivité à Bruxelles."

Markus C. Kerber : *"Le remboursement de l'emprunt devrait être effectué par des ressources propres que l'Europe n'a pas."*

"L'idée de décarboner totalement l'industrie européenne fait sourire la Chine et l'Inde."

"L'UE doit rester limitée à ses compétences, celles qui sont inscrites dans le traité."

Valérie Hayer : *"Et nous devons aussi assumer la préférence européenne et être plus offensifs sur les règles du jeu commerciales."*

"Simplification, simplification, simplification... cela fait partie des priorités du prochain mandat."

"Nous devons libérer de l'argent public, car le budget européen est aujourd'hui riki-ki."

"Je suis favorable à un nouveau plan de relance."

"Le plan de relance a été validé par 27 chefs d'Etat et de gouvernement, on ne peut pas faire plus démocratique. L'Europe, c'est la démocratie et le plan de relance était nécessaire."

Fabrice Le Scahé : *"Entre 2017 et 2022, on a plus de 5000 pages de textes qui pèsent sur nos entreprises, l'Europe croule sous la législation."*

"300 milliards de notre épargne file vers les Etats-Unis !"

"Les Chinois sont devant nous en termes de dépôt de brevets !"

Fredrik Persson : *"En Europe, nos industries ne bénéficient pas des meilleures conditions pour se développer, nous avons un problème."*

"Le Medef à Bruxelles et Strasbourg est le phare de la compétitivité."

"Il y a de nombreuses grandes compagnies qui tirent bénéfice du marché unique."

Markus C. Kerber : *"J'espère sincèrement que Madame Van der Leyen ne finira pas son mandat ! Le grand emprunt européen est un projet totalement anti-démocratique."*

"Il n'y a pas d'économie européenne, mais des économies nationales et la qualité de ces économies dépend des gouvernements nationaux."

"Depuis Maastricht, les pouvoirs de Bruxelles ont été considérablement renforcés, mais cela n'a pas empêché l'Europe d'être en perte de vitesse par rapport à d'autres."

Valérie Hayer : *"Nous devons être moins naïfs dans le jeu commercial."*

"Dans les six mois, un an, il faut savoir prendre les bonnes décisions et ne pas attendre d'être au pied du mur."

"On a beaucoup régulé, fait beaucoup de législation, maintenant c'est le temps de l'investissement."

"Les autres ne nous attendent pas !"

"Nous sommes à un moment de bascule et, si on ne prend pas les bonnes décisions, on risque un décrochage."

Fabrice Le Scahé : *"L'Europe, ce n'est pas la France en plus grand, il y a des différences, donc tout un travail de conviction à faire. Cette diversité est une force, il faut la cultiver et la défendre."*

"Si la réglementation européenne va dans le bon sens, c'est porteur pour nos entreprises."

"Ce qui se joue à l'échelle européenne, c'est notre rapport au monde."

"Le marché unique est le bien le plus précieux que l'on ait."

"L'Europe est un système de valeurs, démocratie, Etat de droit, libre circulation des hommes et des capitaux... tout cela est fondamental pour les entreprises."

"L'Europe est une priorité du mandat de Patrick Martin."

10h45-11h35 : Débat "Quand la science change le monde", avec Yasmine Belkaid, Audrey Duval, Hélène Huby, Sébastien Missoffe, Georges-Olivier Reymond, Luc Rémond et animé par Philippe Mabilie

Hélène Huby : "Il faut penser européen, on y arrivera pas seul en tant que Français."

Georges-Olivier Reymond : "Il ne faut pas croire que la science s'arrête quand la start-up est créée."

Luc Rémond : "Je souhaite qu'on utilise la science pour oser faire et pas pour trouver des raisons de ne pas faire."

Sébastien Missoffe : "L'IA est une opportunité de productivité dans le domaine de la santé. L'IA est trop importante pour ne pas être régulée."

Audrey Duval : "J'attends de la souveraineté sur l'innovation, pour cela nous avons besoin de stabilité."

Yasmine Belkaid : "Tout dérive de la recherche et on attend un gouvernement capable de s'engager fortement dans la recherche et nous devons avoir une intégration beaucoup plus respectueuse du privé et du public."

Hélène Huby : "Le ROI de la science d'exploration est colossal. Toute la recherche que l'on fait pour stocker de l'énergie sur la lune aura des répercussions utiles sur terre."

"Jusqu'ici, l'Europe n'a pas su financer de grands programmes et notre objectif est de contribuer au développement du spatial en Europe."

"Dans un monde où les infrastructures spatiales sont devenues critiques, il va falloir les protéger."

"Désormais, un seul lancement suffit pour installer une station spatiale, il y a un énorme marché qui se développe."

"Aujourd'hui, il y a deux stations spatiales qui tournent au-dessus de nos têtes, elles vont se démultiplier ces prochaines années. La croissance du marché est énorme."

"Nous construisons la première capsule spatiale européenne. Une capsule sert à amener des gens vers les stations spatiales et à les ramener. Ce sera la première fois que l'Europe disposera de cette technologie."

Georges-Olivier Reymond : "La physique quantique va permettre de séquencer, par exemple, l'ordre de chargement pour toutes les voitures électriques."

"Il faut connecter science et entrepreneuriat."

"Une requête ChatGPT est équivalent en énergie à faire bouillir un verre d'eau."

"Bien sûr, la science peut changer le monde ; la physique quantique, par exemple, a permis l'invention du transistor, du laser, du GPS. Aujourd'hui, on utilise la physique quantique pour faire des calculateurs ultra-puissants."

"On ne parle jamais assez de science."

Luc Rémond : "On compte beaucoup sur la recherche fondamentale et le CEA pour apporter de nouvelles solutions dans le domaine du nucléaire."

"Nous devons répondre à un enjeu de vitesse pour la mise en place de nouveaux réacteurs."

"On a aussi besoin de science à court terme dans le domaine de l'énergie, pour modifier les usages."

"Le pouvoir de la science, c'est la création de solutions."

"Grâce au travail de nos scientifiques, on a pu rétablir la production de nos réacteurs et apprendre à gérer la crise énergétique."

Sébastien Missoffe : "La révolution scientifique n'a jamais été aussi globale et la France et l'Europe ont un rôle important à jouer."

"On est en train de passer d'une révolution technologique à une révolution scientifique."

Audrey Duval : "La question est non seulement de produire plus, mais aussi moins cher. Les nouvelles technologies et l'IA vont aider à cela."

"Il faut adapter notre outil d'investissement pour répondre aux besoins et produire à l'échelle les nouveaux médicaments."

"Il faut continuer d'innover, Le besoin est là, car il y a beaucoup de patients qui attendent."

"Nous devons rendre hommage à tous les chercheurs que l'on ne voit pas assez."

Yasmine Belkaid : "Il y a aussi une accélération des maladies infectieuses dans le monde en raison des dérèglements écologiques, donc nous devons toujours être prêts, ce qui n'est pas forcément le cas."

"La relation au temps est importante, et il faut se rappeler que la découverte d'un vaccin est venue de 30 ans de recherche. On a aujourd'hui une accélération des découvertes, mais il y a des problèmes, la recherche coûte de plus en plus cher et se pose la question de savoir à qui elle appartient !"

9h55-10h45 : Débat "Que faire de la puissance des mers ?", avec Didier Lallement, Rosalie Mann, Nathalie Mercier-Perrin, Erik Orsenna, Sabine Roux de Bézieux avec Martial You

Sabine Roux de Bézieux : "La pêche illégale est un crime organisé au niveau mondial;"

"Il n'y a pas de représentation politique de la mer, ni en France, ni en Europe. Le seul endroit où on parle de la mer, c'est l'ONU."

Nathalie Mercier-Perrin : "Il n'est pas normal que les hommes et les femmes sur les bateaux soient en danger sécuritaire, la géopolitique maritime est primordiale."

Erik Orsenna : "Il faut que nous devenions des géonautes, c'est à dire des marins de la terre."

"Les deltas sont l'avant-garde de tous les dérèglements !"

"Si l'océan va mal, c'est l'ensemble de la vie qui va mal !"

"Un investissement, ce n'est pas une dette, c'est la possibilité de l'avenir."

Nathalie Mercier-Perrin : "Pour progresser et aller plus vite, on a besoin de l'Etat."

Erik Orsenna : "Les patrons devraient être des marins du pourquoi-pas."

"On dépend de la mer de façon géante et du microbiote de façon intime !"

"S'il n'y a pas de rentable, il n'y a pas de durable !"

Sabine Roux de Bézieux : "C'est possible de changer, et ce changement va venir de deux sources, la réglementation et des changements dans les styles de production."

"On a construit notre civilisation sur le plastique, les populations en développement considèrent que se développer, c'est avoir le plus possible de plastique chez soi."

Rosalie Mann : "Le plastique, quand il se dégrade, produit des gaz à effet de serre."

"L'océan reste un grand espace à découvrir et à comprendre."

"La mer est aussi le premier capteur de CO2 et le régulateur de la température sur la planète, le dérèglement climatique est lié au dérèglement de nos océans."

"Il faut savoir prendre le tournant pour demain, car l'avenir est un monde sans plastique."

"Sur les 4000 femmes enceintes en France aujourd'hui, toutes avaient des micro-particules de plastiques dans leur placenta et des perturbateurs endocriniens."

"Un plastique recyclé génère beaucoup plus de micro-particules. Aujourd'hui, on produit 460 millions de tonnes de plastique et la majeure partie est dans les emballages. Beaucoup d'emballages ne sont pas nécessaires."

Erik Orsenna : "On a développé l'industrie, parce qu'on avait l'école des mines, l'agriculture, car on avait agro, etc. Sur la mer, rien, à part l'école navale."

Sabine Roux de Bézieux : "Il faut remettre de la mer partout car la mer concerne tout le monde, cela manque dans notre culture nationale."

"Dans l'océan, on retrouve toutes les grandes questions, le climat, les pollutions, la protection de la biodiversité..."

Nathalie Mercier-Perrin : "Il y a environ 1000 métiers concernés par l'économie bleue et parmi eux des métiers à découvrir."

Erik Orsenna : "Il y a le Grenelle de la mer en 2009, depuis pas d'ambition générale ! Il y a des crétins qui dépensent des milliards de dollars pour aller voir ce qu'il se passe sur Mars et on ne regarde pas ce qui est plus proche de nous."

Rosalie Mann : "Nous devons penser au monde de demain, nous avons tous conscience d'être contaminés par les micro-particules de plastiques... Il faut vraiment prendre le tournant de déplastifier nos entreprises sous peine de perdre des parts de marché."

"La mer est aujourd'hui en souffrance, il faut la déplastifier."

Nathalie Mercier-Perrin : "L'économie bleue c'est l'industrie navale, les énergies marines renouvelables, la flotte de commerce (90 % de ce qu'on consomme dans le monde arrive par bateau) , les produits de la mer, l'aquaculture, les câbles sous-marins, tous les sujets de cybersécurité maritime, les grands fonds, les granulats... Au total c'est 400 000 emplois en France et un million à l'horizon 2030."

Sabine Roux de Bézieux : "On n'a pas la culture maritime en France, pourtant nous avons tous la mer en nous."

"En 1982, la France a gagné sa plus grande bataille navale, à Montego Bay, où on a accordé à la France la place de deuxième puissance maritime au monde."

Erik Orsenna : "Il y a une grande ressemblance entre l'écriture et la navigation, il n'y a pas de route, il faut l'inventer."

9h05-9h55 : Débat "Le pouvoir à parité", avec Bertrand Badré, Jean-François Copé, Elisabeth Lévy, Sandrine Rousseau, Patricia Vialle et animé par Marc Landré

Bertrand Badré : "La vraie question est de chercher l'altérité là où elle est , la question est la diversité humaine."

"On fait face à des défis planétaires, la question n'est pas de savoir qui est responsable, mais comment on relève ces défis !"

Elisabeth Lévy : "C'est humiliant pour les femmes d'être traitées en permanence comme visctimes, il y a aussi des hommes victimes."

"Stop à cette infantilisation des hommes qui sont tous considérés comme des violeurs !"

Jean-François Copé : "La responsabilité des dirigeants, hommes ou femmes, c'est d'apporter des solutions qui ne soient pas stigmatisantes."

"La réalité de la violence faite aux femmes est un constat effroyable, mais la réponse à la violence ne doit pas être la violence, mais la fermeté."

Sandrine Rousseau : "Il y a une tentative de viol toutes les 7 minutes en France il n'est pas possible de penser que dénoncer cela est totalitaire !"

"Nous sommes dans une telle crise nous ne pouvons plus considérer que le pouvoir a été bien exercé !"

"Lorsqu'on sort les femmes des cercles de décision, on sort aussi les décisions qui les concernent."

"Les 2 tiers des personnes en temps partiel sont des femmes, comme la majorité des travailleurs pauvres, elles sont moins nombreuses à la tête des entreprises du CAC 40... nous ne sommes pas du tout dans une égalité."

Patricia Vialle : "Dans les PME, ce qu'on va chercher, ce n'est pas un homme ou une femme, mais une compétence."

"Pour moi, la parité c'est soi-même, on est sa propre parité."

Jean-François Copé : "Les combats que l'on doit mener pour le droit des femmes doivent être menés sur tous les registres, pas seulement les conseils d'administration."

"Il est temps que des voix s'élèvent contre la stigmatisation et la recherche de boucs émissaires, on doit être capables de mener des combats sans cela, en luttant ensemble."

"Ce sont les hommes qui doivent prendre en mains ce combat, aux côtés des femmes, et il ne faut pas avoir peur de faire des lois."

"C'est un des combats de ma vie de considérer que l'on mesure une société à la place qu'on fait aux femmes."

Elisabeth Lévy : "Derrière #metoo il s'est passé quelque chose de très grave, des hommes ont tout perdu parce qu'on les a accusés !"

"La parité veut donner aux femmes des postes, parce qu'elles sont des femmes."

"Dans nos pays, l'égalité est devenue la norme, même si l'égalité n'est pas parfaite."

"J'en ai assez d'entendre parler des femmes comme une espèce menacée !"

"Quand on n'arrive pas à dormir, maintenant on compte les femmes !"

"Tout l'audiovisuel public est dirigé par des femmes ..".

Bertrand Badré : "On a des religions, comme le christianisme, le judaïsme et l'Islam, qui sont nées à une certaine époque dans un monde qui était déjà patriarcal. Aujourd'hui, on arrive à une situation où les femmes parlent le langage homme, mais les hommes ne parlent pas le langage homme. C'est plus un problème d'interprétation, il faut réinterpréter les textes."

"Toutes les analyses du FMI montrent que l'on souffre de ce non partage du pouvoir entre les hommes et les femmes."

Sandrine Rousseau : *"Aujourd'hui, les femmes font en moyenne 10 heures de plus de tâches ménagères par semaine."*

"Pour les femmes, l'arrivée des enfants est toujours une rupture dans la trajectoire d'une carrière."

"Les femmes sont socialisées comme étant dans le partage et la vision que nous avons du pouvoir correspond mal à la vision que nous avons des qualités féminines."

"Si les hommes sont surreprésentés dans les entreprises et le leadership, c'est parce que le pouvoir est compris et exercé de manière masculine."

18h30-19h30 : Débat "Consommateur producteur : qui a le pouvoir ?", avec Emmanuel Combe, Maurice Lévy, Jean-François Loiseau, Hervé Navellou, Fabien Roussel, Bertille Toledano et animé par Marie Visot

Fabien Roussel : *"C'est d'abord à cause de nos importations que nous avons un bilan carbone catastrophique ! L'Etat doit jouer un rôle important pour changer cela, pour définir la trajectoire et faire en sorte que son argent soit utilement dépensé"*

L'Etat a un rôle à changer là-dedans dans les 20 prochaines années au nom du défi climatique.

"Produire en France ce dont les Français ont besoin, cela fait partie du projet de société que nous défendons. Nous devons construire ce projet ensemble mais cela prendra du temps."

Emmanuel Combe : *"Il faut que chacun joue son rôle. Le rôle de l'Etat, c'est de définir la norme. Le rôle des entreprises, c'est de faire du vert pas trop cher. Le rôle de la publicité, c'est d'inventer de nouveaux récits toujours dans un souci de transparence."*

"Le consommateur est assez passif sur les questions de développement durable."

"Mais pour avoir le pouvoir il faut les armes du pouvoir donc l'information. D'où une nécessité de transparence."

"En économie de marché, c'est le consommateur qui a le pouvoir, le pouvoir de voter avec son porte monnaie, voire avec ses pieds."

Bertille Toledano : *"Une grande marque, c'est une grande vision ! Le grand pouvoir du producteur, c'est de proposer cette vision."*

Hervé Navellou : *"Il faut aussi rendre désirable les nouvelles pratiques et la pub peut contribuer à faire bouger les choses."*

Jean-François Loiseau : *"L'entreprise ne doit pas résoudre tous les problèmes sociaux, c'est à l'Etat de prendre ses responsabilités."*

"Dans le domaine de l'alimentaire, il y a, depuis 15 ans, une baisse forte de rentabilité pour les entreprises au nom du pouvoir d'achat, or il y a des emplois qui sont en jeu."

Maurice Lévy : *"Le consommateur a très envie d'être citoyen, mais il y a une énorme différence entre la posture et le comportement, et ce n'est pas seulement une question de pouvoir d'achat. Il ne supporte pas qu'on puisse lui imposer des choix. Il faut plutôt séduire et convaincre par une argumentation, où il y a de l'affectif et de l'émotion, plutôt que de les culpabiliser."*

"Il n'y a rien de pire que de mentir à un consommateur. Ça ne pardonne pas !"

"La publicité est indispensable, y compris pour le consommateur, pour l'aider à faire des choix."

Fabien Roussel : "Je rêve d'une société qui met le travail bien rémunéré au coeur de son projet."

"Producteur ou consommateur, moi je dirais tous citoyens et tout dépend de la société dans laquelle nous voulons vivre."

"L'incertitude, ce n'est pas bon, pour les Français, comme pour les chefs d'entreprise."

Bertille Toledano : "Mais le pouvoir du consommateur est tout de même limité par son porte-monnaie."

"Le premier pouvoir du consommateur, c'est de faire un choix éclairé, et pour cela, l'Etat peut aider. Un deuxième pouvoir est celui de la sobriété."

Jean-François Loiseau : "La relation entre le monde agricole et la grande distribution doit s'améliorer."

"Le consommateur peut arbitrer, mais il regarde tout de même le prix. Pour une entreprise, ce qui est compliqué, ce sont toutes les contraintes qu'elle subit dans un monde concurrentiel."

Emmanuel Combe : "Les consommateurs ont des comportements très sélectifs en ce qui concerne le green."

"Autre critère, la crédibilité des marques."

"Il y a un paradoxe du consommateur, entre ce qu'il dit vouloir faire et son comportement. Cela s'explique conjoncturellement avec ce ressenti de baisse de pouvoir d'achat."

Hervé Nevallou : "Les réseaux sociaux sont devenus des sortes de tribunaux, où les producteurs sont encensés ou boycottés."

"Internet a donné une voix colossale au consommateur."

"Le consommateur recherche la qualité, le juste prix, mais aussi les valeurs du producteur et l'éthique des marques."
"

Maurice Lévy : "Le consommateur se laisse rarement dépasser par les événements. Le pouvoir final est celui du consommateur, mais il est limité par son pouvoir d'achat."

"L'arme principale du consommateur, c'est celle du choix."

"La force principale du producteur, c'est l'offre."

"On a aujourd'hui affaire à un consommateur très éduqué, il est donc parfaitement juge de ce qui lui est présenté."
"

"Le producteur est là pour servir le consommateur."

"Il y a un troisième acteur important, le distributeur qui est le maître du lieu donc le maître du jeu."

17h35-18h30 : Débat "Le pouvoir vert, le pouvoir de faire", avec Pierre-André de Chalendar, Antoine Gosset-Grainville, Catherine MacGregor, Julie Pasquet, Jean-Pascal Tricoire et animé par Hedwige Chevrillon

Catherine MacGregor : "On a besoin de la molécule verte !"

Pierre-André Chalendar : "On a un vrai problème, au niveau européen, d'excès de bureaucratie."

Antoine Gosset-Grainville : "La transition climatique, cela coûte cher et il faut les financer ! En France, nous avons un niveau de prélèvement obligatoire trop élevé, donc commençons par déduire les dépenses publiques et pas par augmenter la fiscalité."

Catherine MacGregor : *"Il faut cibler le plus possible les mesures d'aide aux personnes les plus vulnérables."*

Pierre-André Chalendar : *"Ce qui cloche en Europe, ce sont les politiques publiques, ni les entreprises, ni les populations "*

Jean-Pascal Tricoire : *"On va avoir dans les 25 ans qui viennent à fournir plus d'énergie à 5 milliards d'individus, donc à la moitié de la population mondiale."*

Catherine MacGregor : *"Décarboner la molécule, c'est plus difficile que décarboner l'électron."*

"Chez Engie, nous sommes obsédés par la cohérence, en 2045 on ne pourra plus ni acheter, ni vendre du gaz fossile."

Antoine Gosset-Grainville : *"En plus du financement, il faut faire de la prévention."*

Julie Pasquet : *"On se raconte des histoires ! Nous sommes des êtres vulnérables et non pas des êtres surpuissants."*

"Il y a aussi besoin d'émotionnel dans la transition énergétique pour intéresser les gens."

Antoine Gosset-Grainville : *"Les assureurs européens ont considérablement réorienté leurs investissements vers des investissements verts."*

"Il faut aussi inventer de nouveaux modèles de financement."

"Il ne faut laisser personne sur le côté et accompagner les plus faibles."

"Tous les acteurs doivent s'engager, l'Etat, mais aussi 100 % des entreprises et tous les particuliers."

"Il faut tout réinventer, nos modes de pensée, nos modes d'action et nos modèles économiques;"

Jean-Pascal Tricoire : *"L'obsession est de produire de l'électricité à un coût moindre que le charbon."*

"Aujourd'hui, la Chine s'électrifie neuf fois plus vite que le reste du monde."

"En Chine, tous les Chinois ont vécu des problèmes liés à l'énergie... La transition énergétique est donc devenue un des sujets premiers pour le gouvernement chinois."

"Il va falloir faire feu de tout bois pour réaliser cette transition !"

"La transition n'arrive pas par la fourniture d'énergie, mais par la transformation des usages."

"En Europe, on est vraiment trop lent à adopter les innovations en matières de transition énergétique."

"Il faut accélérer drastiquement, car on n'a pas le choix !"

Catherine MacGregor : *"Il faut aussi ramener du pragmatisme et se concentrer sur les résultats."*

"Une inflexion serait catastrophique."

"Il ne faut pas mollir et ne pas changer d'ambition, ni faire du stop and go."

"Nous sommes dans la transformation d'un système et il est compliqué d'avoir les bonnes réglementations, mais l'entreprise a un rôle majeur à jouer."

"L'acceptabilité est également meilleure de la part des citoyens."

"Tous les élus sont les mains dans le cambouis et sont impliqués."

"Sur le premier semestre 2024, 50 % de l'électricité est produite à partir d'énergies renouvelable, donc tout ne marche pas si mal que cela."

"La transition énergétique est tout de même en marche."

"L'Europe a été pionnière et a traité le sujet avant tout le monde;"

Pierre-André Chalendar : "On a aujourd'hui un problème de méthode, mais il n'y a plus de débat sur l'importance de la transition. La France a toujours été un bon élève. Troisième point, en Europe, cela ne marche pas, car on s'est donné des objectifs trop ambitieux. Et on s'est donné des outils qui ne fonctionnent pas. Quatrième point, la Chine et les Etats-Unis s'y sont mis très sérieusement, à marche forcée pour la Chine. Les Etats-Unis ont eux aussi ouvert le portefeuille, ils électrifient de façon massive le pays et prennent eux aussi le leadership. Il faut donc revoir complètement notre méthode, il faut trouver les bons compromis entre écologie et croissance, en insistant plus sur produire et non sur consommer. Il faut aussi simplifier énormément."

16h40-17h25 : Débat "Le vrai pouvoir des marchés", avec Jean-Jacques Barbéris, Catherine Lubochinsky, Laurent Mignon, Jörg Kukies, Natacha Valla et animé par Christophe Jakubyszyn

Catherine Lubochinsky : "Les raisonnements de souveraineté n'ont donc de sens qu'au niveau européen."

"Nous devons faire face à une concentration des entreprises, dont certaines ont plus de pouvoir que les Etats."

"Du fait des défaillances de marché, on a besoin des interventions de l'Etat."

Jörg Kukies : "Grâce à notre triple A, nous avons des capacités de financement très favorables."

"Nous proposons un cadre pour que les meilleures entreprises remportent la mise."

"Nous avons un rôle incitatif plus positif pour financer la transition vers la neutralité carbone qu'on ne le pense."

Laurent Mignon : "Il ne faut pas laisser le marché faire seul."

"Il n'y a pas d'opposition entre les marchés et le politique, mais parfois le politique peut avoir la tentation de dire c'est le marché qui va faire l'évolution et pas moi... C'est dangereux car le marché sera toujours attiré par le meilleur rendement."

"Le rôle de l'Etat est clé !"

"La transition énergétique est un changement de paradigme important, dont la rentabilité à court terme est faible. Il va donc falloir des incitations ou des réglementations pour rendre les investissements plus attractifs."

Natacha Valla : "Pour limiter la diminution des rendements, il faut innover et élaborer une nouvelle théorie de la croissance."

"Il va falloir avoir le courage de se mettre en face de cela et savoir comment y répondre."

"Petit à petit, on se met en face du fait qu'on va investir pour moins de rendement."

Jean-Jacques Barbéris : "Un des vrais pouvoirs des marchés, c'est de forger une représentation collective de l'avenir."

"Il y a des moments où un rapport entre le pouvoir et le marché s'installe."

"La relation entre le pouvoir et le marché est de se demander comment les marchés fonctionnent."

"Aujourd'hui, il y a une demande des grands investisseurs pour des actifs sûrs."

"Le marché, ce sont d'abord des investisseurs, donc des clients finaux qui confient leur argent à des intermédiaires."
"

"Un marché n'est pas un acteur politique."

Laurent Mignon : "L'attractivité de la France est très liée à l'anticipation de l'environnement économique. Cela peut changer assez vite alors soyons vigilants."

"Quand on est très endetté, on est moins libre que quand on ne l'est pas."

"Le vrai prix de la dette française devrait être au-delà de ce qu'il est aujourd'hui."

"Tout repose sur la confiance à long terme. Nous sommes très endettés et nous avons une sensibilité très forte à la dette... Si la confiance est rompue, cela peut aller assez vite."

Natacha Valla : "Une demande pour des actifs sûrs est très forte, mais la France est dans la roue."

"La soutenabilité de la dette à une variation des taux d'intérêt est très forte."

Jörg Kukies : "En Allemagne, nous avons un système de retraites financé par l'Etat, nous souhaitons le modifier pour donner une part plus importante au marché, sans quoi nous sommes enfermés dans un système sans risque, mais à faible rendement."

"Les marchés jouent bien sûr un rôle clé."

Catherine Lubochinsky : "La France est beaucoup plus dépendante du reste du monde."

"Ce pouvoir des marchés est plus inquiétant pour la France, en raison de cette attractivité dont nous sommes si fiers, car les investissements sont souvent aux mains de non-résidents."

"En raison de la dette publique, les Etats sont dépendants des marchés."

"Quand on parle des marchés financiers, on parle en fait des investisseurs. Ils ont plus de pouvoir que les émetteurs."

"Pourquoi ce rejet de la finance ? On peut penser que c'est parce que les marchés fonctionnent comme un contre pouvoir."

"Le rejet du monde de la finance n'est pas récent, mais c'est un des particularismes de la France."

15h45-16h40 : Débat "La nouvelle carte des pouvoirs", avec Sylvie Bermann, Françoise Coste, Grégoire de Saint-Quentin, Ross McInnes et animé par Thierry Arnaud

Ross McInnes : "En France, il y a du génie et des fourmis, le problème, c'est qu'entre les deux, il y a Bercy."

Sylvie Bermann : "Le poids de la France passe inévitablement par l'Europe. Il faut continuer la construction européenne."

Françoise Coste : "Je suis impatiente de voir une femme présidente des Etats-Unis."

Grégoire de Saint-Quentin : "Notre enjeu européen est de conjuguer demain la puissance et les principes."

Françoise Coste : "Aujourd'hui, big Business devient aussi fort que big Government. On n'a aucun pouvoir d'action sur quelqu'un comme Elon Musk par exemple et les grands patrons d'industrie américains basculent facilement dans la politique."

Grégoire de Saint-Quentin : "Ce que je trouve impressionnant, c'est la capacité des Etats-Unis à créer des champions."

Ross McInnes : "La réorganisation de la logistique touche surtout les importations; Le volet exportation est lui lié au protectionnisme."

Grégoire de Saint-Quentin : "Les Chinois sont clairement dans le camp de ceux qui veulent désoccidentaliser."

Sylvie Bermann : "L'intérêt de la Chine, c'est de ménager tous ses partenaires."

"La Chine aura peut-être un jour besoin d'un renvoi d'ascenseur de la part de la Russie."

"La Chine, tout en n'aimant pas cette guerre, ne souhaite pas l'affaiblissement de la Russie."

Grégoire de Saint-Quentin : "Le tête-à-tête des Etats-Unis avec la Chine est global, il va se jouer partout, et la Russie fait partie du calcul."

Françoise Coste : "Pour les Américains, l'Europe c'est clairement le XXe siècle."

"Le complexe militaro-industriel est une sorte d'Etat providence aux Etats-Unis."

Sylvie Bermann : "L'article 5, ce n'est pas l'article F-35."

Grégoire de Saint-Quentin : "La vraie difficulté est de savoir comment on unit nos forces."

"L'autonomie stratégique de l'Europe est indispensable."

Sylvie Bermann : "Je crois que même Trump ne quittera pas l'OTAN, le tout est de savoir ce qu'il fera de l'article 5 si un Etat balte est attaqué."

"Face aux Etats-Unis, l'Europe n'est pas en ordre de marche, elle a raté l'occasion de le faire lors de la première présidence Trump... L'Europe n'est plus une priorité pour les Etats-Unis, leur priorité c'est la Chine."

Ross McInnes : "On ne peut que se féliciter de l'action européenne."

"Le mot souveraineté a été galvaudé, il s'applique à l'Etat, pas à l'environnement industriel."

"Seuls les Etats sont légitimes à fixer des priorités en termes d'énergie... mais en sont-ils capables ?"

"Nous avons pris l'habitude d'être dans la mondialisation heureuse, il va falloir s'adapter à de nouveaux schémas."

Grégoire de Saint-Quentin : "L'arrivée des agents intelligents comme aide pour les états majors s'impose aujourd'hui."

"Il est difficile de savoir ce que Trump fera ! Mais il a déjà fortement déstabilisé l'OTAN lors de son premier mandat."
"

"Nous sortons de la parenthèse enchantée dans laquelle on vivait depuis 30 ans. L'Ukraine est le laboratoire de ces nouveaux conflits, où obtenir l'effet de surprise est extrêmement difficile."

Françoise Coste : "L'élection américaine pourrait incarner un désordre politique. Une éventuelle victoire de Trump et de tout l'appareil qui est derrière lui pourrait symboliser la fin d'un cycle démocratique vieux de 250 ans."

Ross McInnes : "Covid, conflit et climat, ces trois éléments ont changé l'équilibre des pouvoirs entre l'Etat et les entreprises."

"Le conflit russo-ukrainien n'a pas changé grand-chose pour les entreprises de défense, nous avons toutefois l'espoir qu'il y aura plus de volume."

"La capacité d'un entrepreneur, c'est de s'adapter... Rêver d'un monde simple serait illusoire."

Sylvie Bermann : *"Le désordre mondial précédait l'invasion de l'Ukraine. On parle beaucoup du Sud global. Certes, ses pays ne se ressemblent pas, mais ce qui les rassemble, c'est leur hostilité à l'Occident. On n'a pas su gérer l'après guerre froide !"*

14h50-15h45 : Keynote spéciale, avec Yaël Braun-Pivet et Gérard Larcher

Gérard Larcher : *"Sans représentativité sur le terrain, le dialogue social manque de force. En démocratie, on ne gouverne ni par la force, ni par la ruse, mais seulement par la confiance."*

"Il serait totalement irresponsable de revenir en arrière sur l'âge de départ à la retraite. La crise actuelle va nous obliger à trouver de nouvelles méthodes ! De nombreux sujets sont à traiter : le maintien dans l'emploi des seniors, la formation tout au long de la vie, le pouvoir d'achat..."

"Aujourd'hui, l'articulation entre l'Etat et les partenaires sociaux fonctionne mal. Le Medef doit pouvoir jouer pleinement son rôle de laboratoire d'idées."

"Le temps de la concertation n'est jamais du temps perdu. La négociation permet d'éviter la précipitation et assure à la réforme une certaine stabilité."

"Il faut jouer la carte de la confiance, qui doit partir du terrain, des entreprises et des collectivités territoriales. On ne peut pas réformer sans les acteurs sociaux."

"L'articulation de la croissance et de la cohésion sociale repose sur l'action des partenaires sociaux. Nous avons besoin aujourd'hui encore plus qu'hier d'un pacte républicain."

"Notre pays s'en remet à l'action de l'Etat, dont il attend beaucoup et certainement trop. Si je crois au rôle de l'Etat, je crois tout autant à celui des corps intermédiaires."

"La crise politique actuelle s'explique aussi par la verticalité du pouvoir. Nous devons recréer un lien de confiance, sans lequel il n'y a pas de société et de vivre ensemble."

"S'interroger sur la démocratie, c'est aussi s'interroger sur les problèmes économique et sociaux auxquels nous sommes confrontés. La situation dégradée des finances publiques nous impose de réduire le déficit sans accentuer la pression fiscale. La tentation de laisser filer les déficits conduirait à une perte de souveraineté."

"Nous sommes unis par la même volonté d'être utiles et de faire émerger des solutions... Nous voulons contribuer à la continuation de l'Etat républicain."

Yaël Braun-Pivet : *"Il est vital que la co-construction s'amplifie ! Il nous faut à tous les niveaux ceux qui ont envie de se donner les moyens de vivre ensemble ! Ce que nous devons faire est possible, à condition de le vouloir !"*

"La précédente législature n'a pas été une parenthèse, le temps des coalitions est venu !"

"En deux ans, 40 textes ont été adoptés à l'unanimité et ces textes émanaient de parlementaires de tous bords. Ce n'est ni de droite, ni de gauche, de servir l'intérêt général. L'Assemblée nationale n'est pas le problème, elle est la solution."

"On ne dialogue vraiment qu'avec ceux qui écoutent, il appartient aux partenaires sociaux de donner du sens à cette méthode. La démocratie participative se trouve depuis 2017 sur le dessus de notre panier d'outils. La grande coalition que nous appelons de nos vœux n'est pas seulement politique, mais aussi économique et sociale;"

"Pour qu'une réforme soit acceptée, elle doit être concertée, c'est la marque d'une démocratie plus mûre."

"Assumons ensemble nos responsabilités. Nous devons poursuivre ensemble la transformation de notre pays."

"Est-il encore acceptable qu'à travail égal le salaire des femmes soit encore inférieur de 15,4 % à celui des hommes !? Est-il encore acceptable que seulement 3 entreprises du CAC 40 soient dirigées par des femmes. Le combat de la parité nous devons le mener ensemble pour le gagner ensemble."

"La fiscalité doit encourager l'audace, pas punir la réussite."

"Il nous faut répondre aux attentes des Français qui veulent plus de justice sociale."

"Le budget devra être celui du courage et des choix difficiles, mais aussi celui des attentes fortes."

"Chacun a le devoir de travailler, mais le droit de trouver un emploi."

"Nous devons aussi miser sur la formation pour faciliter le retour à l'emploi."

"Des résultats tangibles ont été obtenus pour notre compétitivité et la France est restée championne des investissements étrangers. Nous ne devons surtout pas renoncer à la nécessité de rétablir l'équilibre de nos finances publiques. mais la stabilité budgétaire ne devra pas obérer la croissance."

"S'il faut dix ans pour construire la confiance, il suffit de quelques jours pour la défaire. Notre économie a besoin de visibilité, pas d'idéologie. On ne peut pas faire comme si le monde n'existait pas."

"Il est essentiel que les deux présidents des deux chambres se présentent ensemble devant les forces économiques du pays. Garantir la stabilité institutionnelle est indispensable, c'est l'engagement que je suis venue prendre devant vous aujourd'hui, vous pouvez compter sur moi."

"Les responsables politiques ont une immense responsabilité face à la haine... Nous serons là ensemble chaque fois que cela sera nécessaire. Le contexte politique appelle à l'union de tous ceux qui rejettent le pessimisme."

"Vous me permettrez de faire avec Jean-Jacques Goldman le choix du made in France. Etre ensemble, jamais autant qu'aujourd'hui notre pays n'a eu besoin de cet état d'esprit."